CIRCULAIRE MOUVEMENT DEPARTEMENTAL DES INSTITUTEURS ET DES PROFESSEURS DES ECOLES-ANNEE 2015

SOMMAIRE

TITRE I – PRINCIPES GÉNÉRAUX ........................................................................................................................................ 2
I. VOEUX ........................................................................................................................................................................ 2
II. BAREMES ...................................................................................................................................................................... 3
   A) Barème général : ......................................................................................................................................................... 3
   B) Barème spécifique pour obtenir un poste de directeur d’école .......................................................... 4
   C) Barème des professeurs des écoles titulaires sans note pédagogique .......................................................... 4
   D) Barème des professeurs des écoles stagiaires (issus des concours 2014 anticipé et rénové) à titulariser .................................................................................................................................................. 4

TITRE II : SITUATIONS PARTICULIERES ....................................................................................................................... 4
I. SITUATIONS PARTICULIERES .......................................................................................................................................... 4
   A) Emplois de direction ..................................................................................................................................................... 4
   B) Emplois de remplacement ........................................................................................................................................ 5
   C) Emplois spécialisés ..................................................................................................................................................... 6
   D) Emplois sur postes en éducation prioritaire (REP+/REP) (coordonnateur de réseau d’éducation prioritaire) .................................................................................................................................................. 8
   E) Emplois sur postes en éducation prioritaire (REP+/REP) (emplois spécifiques d’accompagnement pédagogique-ESAP) ................................................................................................................................. 9
   F) Emplois sur postes « Plus de maîtres que de classes » ......................................................................................... 9
   G) Postes des ateliers et classes relais ......................................................................................................................... 10
   H) Délégations ............................................................................................................................................................... 10

II. REAFFECTATIONS PRIORITAIRES .............................................................................................................................. 10
   A) Mesures de carte scolaire ....................................................................................................................................... 10
   B) Réintégration après congé parental .................................................................................................................... 11
   C) Réintégration après congé de longue durée (CLD) ou emploi sur poste adapté de courte ou longue durée (PACD – PALD) .................................................................................................................. 11

Annexe 1 : Fiche Technique
TITRE I – PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le mouvement annuel des instituteurs et professeurs des écoles se déroule en deux phases informatisées. La seconde phase est complétée par des ajustements successifs pour procéder aux dernières affectations.


Les nominations à titre définitif seront prononcées uniquement lors de la 1ère phase informatisée du mouvement.

Tout poste vacant ou occupé, à titre définitif ou à titre provisoire, peut être demandé au mouvement.

Après avis de la commission administrative paritaire départementale (C.A.P.D.), l’Inspectrice d’académie, Directrice académique des services de l’éducation nationale affecte sur une catégorie de postes par barème décroissant.

Les lauréats du concours-2015 ne participent pas au mouvement : ils recevront toutefois une nomination à titre provisoire dans le 1er degré.

Tout poste obtenu est obligatoirement attribué, sans possibilité de refus ou de modification.

I. VOEUX

1ère phase du mouvement : tout enseignant peut participer au mouvement et formuler jusqu'à 30 voeux.

Les enseignants non titulaires de leur poste doivent participer au mouvement départemental des enseignants du 1er degré.

2ème phase du mouvement : seuls les enseignants restés sans poste à l’issue de la 1ère phase participent à la 2ème phase.

Ils saisissent de 8 à 30 voeux dont au moins 8 voeux obligatoires portant sur 8 des 16 zones géographiques définies de regroupements de communes du département.

Les 8 voeux géographiques obligatoires devront être hiérarchisés. En l’absence de ces 8 voeux géographiques hiérarchisés, le dernier vœu sera neutralisé et remplacé par le vœu « tout poste enseignant de classe élémentaire sur le département ». En cas de liste raccourcie, le vœu « tout poste enseignant de classe élémentaire sur le département » sera ajouté.

Ne sont pas concernés par l’obligation de formuler les 8 vœux de zones géographiques les personnels touchés par une mesure de carte scolaire, les enseignants ayant obtenu leur ineat dans le département ainsi que les enseignants réintégrant après un congé parental, un congé de longue durée ou un poste adapté de courte durée.

Pour les vœux géographiques, les participants au mouvement ont la possibilité de choisir précisément la catégorie de poste souhaitée (enseignant de classe maternelle ou enseignant de classe élémentaire).

Pour les ajustements des dernières affectations, aucune démarche supplémentaire n’est nécessaire. Les enseignants restés sans poste seront nommés en fonction de leurs vœux précédents, au besoin étendus.

ATTENTION : Dans un souci d’équité de traitement, aucune participation n’est prise en compte après la fermeture du serveur pour les deux phases du mouvement.
II. BAREMES

A) Barème général :

NOTE + ANCIENNETE GENERALE DE SERVICES + ANCIENNETE DANS LE POSTE + POINTS SUPPLEMENTAIRES

<table>
<thead>
<tr>
<th>Eléments du barème</th>
<th>Règles</th>
<th>Observations</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Notation</td>
<td>- la dernière note attribuée au plus tard le 31/12/2014</td>
<td>* application du coefficient 1</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Points supplémentaires note d'inspection de plus de 4 ans | du 01/01/2001 au 31/12/20010  
 du 01/01/2009 au 31/12/2009  
 du 01/01/2008 au 31/12/2008  
 du 01/01/2007 au 31/12/2007  
 avant le 01/01/2007 | 1 point  
 1.5 points  
 2 points  
 2.5 points  
 3 points |
| Ancienneté Générale de Services (A. G. S.) | - arrêtée au 31 décembre de l'année en cours  
 - comptée en année, mois et jours | * le cas échéant les ex aequo sont départagés par la date de naissance avec avantage au plus âgé |
| Ancienneté dans le poste                  | - 1 point par an compté à partir de 3 ans | * plafonnement à 5 points                         |
| Points supplémentaires enfants            | - 1 point par enfant qui n'aura pas atteint 18 ans au 31/12/2014 | * prise en compte sur la base d'une pièce justificative (photocopie livret de famille, carte d'identité, etc...) adressée avec la confirmation écrite de votre demande de mutation |
| Enfants ou personnels handicapés          | * les personnels placés dans cette situation sont invités à demander une étude particulière de leur(s) vœu(x) et doivent fournir tout document permettant à l'Inspectrice d'académie, Directrice académique des services de l'éducation nationale d'examiner leur demande (carte d'invalidité, avis médical, etc...). Ces personnels auront à faire connaître une argumentation précise au regard de chacun de leur(s) vœu(x). | * un dossier médical complet précisant le diagnostic et l'amélioration possible attendue par la mutation sera transmis sous pli confidentiel à Monsieur le médecin de prévention en faveur des personnels ;  
* les personnels concernés pourront prendre l'attache du médecin de prévention et/ou de l'assistante sociale des personnels ;  
* la C.A.P.D. examinera chacune de ces situations et attribuera, si nécessaire, les priorités voulues. |
Points pour services effectués sur poste en zone d'éducation prioritaire ECLAIR et en réseau de réussite scolaire (REP+/REP)

- 1 point par année d'exercice
- comptés à partir de 3 points jusqu'à un plafond de 8
- pris en compte dans la continuité à partir de la rentrée 2005

B) Barème spécifique pour obtenir un poste de directeur d'école.

La fonction de directeur d'école ouvre droit à 1 point par année d'exercice effectif (années consécutives ou non).

Le barème se décompose alors de la note, de l'ancienneté générale de service, de l'ancienneté dans la fonction de directeur, et des points supplémentaires (enfants, handicap, éducation prioritaire).

C) Barème des professeurs des écoles titulaires sans note pédagogique

En cas d'absence de note, une note sera prise en compte dans le calcul du barème en fonction de l'échelon auquel l'enseignant se situe au 31 décembre.

Ce dispositif concerne plus particulièrement les professeurs des écoles titulaires en première année.

L'attribution des notes est la suivante :
- 3ème ou 4ème échelon : 11.00 ;
- 5ème ou 6ème échelon : 12.00.

Il s'agit d'une note « théorique » qui n'a aucune valeur pédagogique et ne peut donc être revendiquée comme telle.

D) Barème des professeurs des écoles stagiaires (issus des concours 2014 anticipé et rénové) à titulariser

- 4 mois d'ancienneté ;
- note « théorique » égale à 1 ;
- points supplémentaires enfants (cf. II – A).

**TITRE II : SITUATIONS PARTICULIERES**

**I. SITUATIONS PARTICULIERES**

**A) Emplois de direction**

1° Direction d'école

Les mutations des directeurs d'école en fonction et les affectations des inscrits sur la liste d'aptitude à l'emploi de directeur d'école s'effectuent selon un mouvement unique régi par les règles figurant au chapitre II-B.
Les enseignants titulaires d'un poste peuvent solliciter un poste de direction d'école de deux classes et plus sans être inscrits sur la liste d'aptitude dès la première phase du mouvement. Ils seront nommés sur le support de directeur à titre provisoire mais perdent le bénéfice de la titularisation du poste d'origine.

La direction d'une école primaire est attachée à un support élémentaire. Le directeur nommé ne pourra exercer en classe maternelle qu'à titre provisoire et après consultation et accord du conseil des maîtres.

2° Direction d'école d'application

Ces emplois sont accessibles aux directeurs en exercice dans les écoles d'application, nommés à titre définitif ainsi qu'aux instituteurs et professeurs des écoles inscrits sur la liste d'aptitude annuelle établie par Monsieur le Recteur.

3° Direction d'établissement ou service médico-social

La liste d'aptitude n'est plus nécessaire pour la nomination du directeur d'établissement ou service médico-social.

Sous les enseignants en possession du certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement social ou de service d'intervention sociale (CAFDES) ou d'une certification de niveau 1 (ou de niveau 2 selon la taille de l'établissement) enregistrée au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) pourront être nommés sur ces directions.

D'autres personnels peuvent être retenus sur ces postes (Personnels du ministère des affaires sociales, de la santé et du droit des femmes titulaires du CAFDES).

4° Coordonnateur pédagogique des unités d'enseignement

L'article 5 de l'arrêté du 2 avril 2009 précise le rôle du coordonnateur pédagogique d'une unité d'enseignement et fixe les modalités de désignation de nomination de celui-ci. Le directeur de l'établissement ou du service proposera éventuellement à l'Inspectrice d'académie, Directrice académique des services de l'éducation nationale un enseignant de l'unité d'enseignement titulaire du CAPA SH, susceptible d'assurer la coordination pédagogique de l'unité d'enseignement. Les enseignants intéressés devront au préalable se renseigner auprès du directeur de l'établissement ou du service afin de connaître la nature des fonctions. L'Inspectrice d'académie, Directrice académique des services de l'éducation nationale procédera à la nomination.

B) Emplois de remplacement

1° Emplois de titulaire - remplaçant sur poste de Z.I.L.

Ces emplois sont rattachés à une école de la circonscription et peuvent, en cas de besoin, pourvoir tous types de remplacements.

Ainsi, un instituteur ou professeur des écoles nommé sur poste de Z.I.L. peut exceptionnellement être appelé à effectuer des remplacements à plus de 20 km de son école de rattachement ou à assurer des remplacements de longue durée lorsque la brigade ne peut y faire face.

L'emploi de Z.I.L. est incompatible avec l'exercice à temps partiel. Dans la mesure où cet emploi constitue une rupture dans la continuité pédagogique, il est donc conseillé de ne pas le solliciter si l'on se trouve dans cette situation.

2° Emplois de titulaire - remplaçant en brigade départementale (maladie ou formation continue)

Ces personnels ont vocation à remplacer les personnels :
- en congé de maladie ;
- en congé de longue maladie ;
- en congé de maternité ;
- en formation continue ;
- en formation continue pour l’enseignement spécialisé (CAPA-SH et DDEEAS).

Les nominations sont effectuées sur une zone de remplacement à partir d’une école de rattachement. Les missions successives de remplacement sont prononcées par les services de la direction des services départementaux de l’éducation nationale de l’Oise en fonction des besoins et, si possible, dans la zone de remplacement de l’école de rattachement.

L’emploi de titulaire — remplacant en brigade départementale est incompatible avec l’exercice à temps partiel. Dans la mesure où cet emploi constitue une rupture dans la continuité pédagogique, il est donc conseillé de ne pas le solliciter si l’on se trouve dans cette situation.

Si le poste de remplacement devient vacant (congé de longue durée ou congé parental), le brigadier peut continuer, s’il le souhaite à exercer sur le poste devenu vacant sans conserver le bénéfice de l’indemnité de sujétions spéciales de remplacement. Le brigadier en fait la demande écrite par la voie hiérarchique.

3° Emplois sur postes fractionnés de circonscription (ex TRS)

Les emplois sur postes fractionnés pour exercice dans une circonscription sont affectés à titre définitif sur des postes entiers implantés dans une circonscription afin d’assurer en son sein des services partagés constitués de décharges de service (de direction d’école, d’instituteur professeur des écoles maître formateur, syndicales, etc...) et de rompus de temps partiel.

Les inspecteurs de l’éducation nationale sont responsables de l’organisation et de la coordination des services de tous les emplois sur postes fractionnés de leur circonscription. A cette fin, ils sont rendus destinataires des documents suivants :
- liste des emplois sur postes fractionnés nommés dans leur circonscription (emplois sur postes fractionnés + emplois sur postes fractionnés nouveaux nommés) ;
- barème de tous les emplois sur postes fractionnés
- liste des postes fractionnés, validée par l’Inspectrice d’académie, Directrice académique des services de l’éducation nationale.

Sur la base des groupements de postes constitués par leurs soins, chaque inspecteur de l’éducation nationale provoque une réunion de l’ensemble des emplois sur postes fractionnés afin de procéder à la répartition des services. Celle-ci prend en compte :
- les vœux des personnels ;
- le barème ;
- Les situations particulières

Cette réunion fait l’objet d’un compte rendu écrit indiquant les montages retenus, les personnels susceptibles de les prendre en charge, les situations délicates, les dérogations éventuelles au barème avec leur justification. Ces éléments seront communiqués aux représentants des personnels.

Dans la mesure du possible, les emplois sur postes fractionnés sont attribués à titre provisoire et par délégation pour exercice dans une circonscription pour une année scolaire. Cependant, en fonction des nécessités du service, les couplages de services pourront être modifiés à titre exceptionnel en cours d’année scolaire.

C) Emplois spécialisés

1° Postes d’enseignants de l’adaptation scolaire et scolarisation des élèves handicapés (A.S.H.)

Les postes vacants dont la liste est communiquée, sont accessibles au mouvement général pour tous les personnels disposant du titre requis.

Les postes demeurés vacants (CLIS, ULIS, SEGPA,…) peuvent être attribués immédiatement après la 1ère phase informatisée à des instituteurs ou professeurs des écoles ayant formulé ces vœux par internet, même s’ils n’ont pas les titres requis, à titre provisoire au barème pour une année. Simultanément, l’intéressé confirmera ses vœux par une lettre de candidature envoyée au plus tard 2 semaines avant la C.A.P.D. d’encodage à l’Inspectrice d’académie, Directrice académique des services de l’éducation nationale (Division de la gestion des personnels) sous couvert de l’inspecteur de l’éducation nationale qui émettra un avis circonstancié.

A l’issue de cette année :
- ils s'engagent dans une formation spécialisée, organisée par la direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Oise, ils peuvent être maintenus à titre provisoire. Ils perdent à ce moment leur poste d'origine. Ils peuvent être nommés à titre définitif sur ce même poste après obtention du CAPA-SH.
- dans le cas contraire, en cas d'échec à l'examen, ils peuvent de nouveau obtenir une délégation sur un poste spécialisé demeuré vacant, sauf avis défavorable de l'IEN de circonscription ou de l'IEN ASH.

Certains établissements ont signé une convention avec l'éducation nationale. Les professeurs des écoles candidats à un poste dans ces établissements sont invités à prendre connaissance des sujétions spéciales éventuelles avant de faire leur demande.

2° Postes des unités locales pour l'inclusion scolaire (ULIS)

Ces postes font l'objet d'un appel à candidature ; les candidats du 1er et 2nd degré sont convoqués devant une commission départementale d'entretien qui émettra un avis sur l'aptitude à exercer les fonctions souhaitées.
Les candidats titulaires du 2CA-SH sont affectés prioritairement sur ces postes du 2nd degré.
Les candidats adresseront une lettre de candidature, par la voie hiérarchique, à la direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Oise (division de la gestion des personnels, service du mouvement).

La lettre de candidature, dont le double sera transmis à l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription d'exercice, devra comporter un exposé des motivations du candidat.

3° Postes d'enseignants référents

Ces postes font l'objet d'un appel à candidature ; les candidats sont convoqués devant une commission départementale d'entretien qui émettra un avis sur l'aptitude à exercer les fonctions souhaitées.

Les candidats adresseront une lettre de candidature à la direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Oise (division de la gestion des personnels, service du mouvement).

La lettre de candidature, dont le double sera transmis à l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription d'exercice devra comporter un exposé des motivations.

4° Postes d'instituteur professeur des écoles maître formateur (IPEMF) dans les classes des écoles d'application

Peuvent prétendre obtenir ce type de poste dans l'ordre de priorité suivant :
1. Les personnels titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur et professeur des écoles maître formateur (CAPIPEMF), toutes options.
2. Les personnels nommés à titre provisoire dans ces écoles qui sont engagés dans la certification du CAPIPEMF au cours de l'année scolaire. Ces personnels bénéficieront d'une nomination à titre provisoire, transformable en nomination à titre définitif en cas d'obtention du CAPIPEMF et à condition qu'ils aient positionné ce poste en voie 1.
3. Tout personnel engagé dans la certification du CAPIPEMF. Ces personnels bénéficieront d'une nomination à titre provisoire, transformable en nomination à titre définitif en cas d'obtention du CAPIPEMF.

5° Postes d'instituteur professeur des écoles maître formateur conseiller pédagogique de circonscription (CPC), conseiller pédagogique départementaux en arts visuels (CPAV), conseiller pédagogique en éducation musicale (CPEM) et EPS.

Concernant les postes de Conseiller Pédagogique Départemental en Arts Visuels, en éducation musicale et en EPS, les postulants devront être titulaires de l'option.

Peuvent prétendre obtenir ce type de poste dans l'ordre de priorité suivant :
1. les personnels titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur professeur des écoles maître formateur (CAPIPEMF), toutes options.
2. les personnels nommés à titre provisoire sur ces postes et déjà titulaires du CAFIPEMF : ces derniers seront affectés prioritairement à titre définitif à la condition qu’ils aient positionné ce poste en vœu 1, et sauf avis défavorable de l’IEN ;
3. les personnels nommés à titre provisoire sur ces postes qui sont engagés dans la certification du CAFIPEMF au cours de l’année scolaire bénéficieront d’une nomination à titre provisoire, transformable en nomination à titre définitif en cas d’obtention du CAFIPEMF sauf, avis défavorable de l’IEN et à condition qu’ils aient positionné ce poste en vœu 1 ;
4. Tout personnel titulaire du CAFIPEMF ayant reçu un avis favorable de la commission d’entretien ;
5. Tout personnel en cours de certification, ayant reçu un avis favorable de la commission d’entretien, et sous réserve de l’obtention du CAFIPEMF.

Les personnels concernés par le passage devant la commission d’entretien (cas 4 et 5) adresseront une lettre de candidature à la direction des services départementaux de l’éducation nationale de l’Oise (division de la gestion des personnels, service du mouvement).

6° Postes des UPE2A – Unités pédagogiques pour les élèves allophones arrivants

Les enseignants titulaires de la certification en français langue seconde sont prioritaires. Tous les personnels peuvent prétendre obtenir ce type de poste.

7° Postes d’animateur pour les technologies de l’information et de la communication de l’éducation (ATICE)

Peuvent prétendre obtenir ce type de poste à titre définitif dans l’ordre de priorité suivant :
1. Les personnels déjà nommés à titre définitif titulaire du CAFIPEMF TRE ;
2. Les personnels engagés dans la certification CAFIPEMF TRE déjà nommés à titre provisoire sur un poste d’ATICE, sauf avis défavorable de l’IEN et à condition qu’ils aient positionné ce poste en vœu 1 ;
3. Les personnels engagés dans la certification CAFIPEMF TRE ayant reçu un avis favorable de la commission d’entretien. Ces personnels bénéficieront d’une nomination à titre définitif en cas d’obtention du CAFIPEMF et à condition qu’ils aient positionné ce poste en vœu 1 ;

Peuvent prétendre obtenir ce type de poste à titre provisoire dans l’ordre de priorité suivant :
1. Les personnels nommés à titre provisoire sur un poste d’ATICE ni titulaires du CAFIPEMF ni engagés dans la certification, sauf avis défavorable de l’IEN ;
2. Tout personnel ayant reçu un avis favorable de la commission d’entretien.

Les personnels concernés par le passage devant la commission d’entretien adresseront une lettre de candidature à la direction des services départementaux de l’éducation nationale de l’Oise (division de la gestion des personnels, service du mouvement).

La lettre de candidature, dont le double sera transmis à l’inspecteur de l’éducation nationale de la circonscription d’exercice, devra comporter, un exposé des motivations du candidat. Les candidats seront alors convoqués devant une commission départementale d’entretien. Cette commission émettra un avis sur l’aptitude à exercer les fonctions souhaitées.

D) Emplois sur postes en éducation prioritaire (REP+/REP) (coordonnateur de réseau d’éducation prioritaire)

Peuvent prétendre obtenir un poste de coordonnateur de réseau d’éducation prioritaire tous les personnels ayant reçu un avis favorable de la commission d’entretien.

Les candidatures seront présentées après avoir pris connaissance du projet du réseau concerné et des caractéristiques des postes sollicités. Un contact avec l’IEN est indispensable.
Les candidats adresseront une lettre de candidature, par la voie hiérarchique, à la direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Oise (division de la gestion des personnels, service du mouvement).

La lettre de candidature, dont le double sera transmis à l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription d'exercice, devra comporter, un exposé des motivations du candidat.
Les candidats seront alors convoqués devant une commission départementale d'entretien. Cette commission émettra un avis sur l'aptitude à exercer les fonctions souhaitées.

Ces postes font l'objet d'une lettre de mission.

F) Emplois sur postes en éducation prioritaire (REP+/REP) (emplois spécifiques d’accompagnement pédagogique-ESAP)

Peuvent prétendre à obtenir un poste d'ESAP tous les personnels ayant reçu un avis favorable de la commission d'entretien.

Les candidatures seront présentées après avoir pris connaissance du projet du réseau concerné et des caractéristiques des postes sollicités. Un contact avec l'IEN est indispensable.

Les candidats adresseront une lettre de candidature, par la voie hiérarchique, à la direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Oise (division de la gestion des personnels, service du mouvement).

La lettre de candidature, dont le double sera transmis à l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription d'exercice, devra comporter, un exposé des motivations du candidat.
Les candidats seront alors convoqués devant une commission départementale d'entretien. Cette commission émettra un avis sur l'aptitude à exercer les fonctions souhaitées.

Ces postes font l'objet d'une lettre de mission.

F) Emplois sur postes « Plus de maîtres que de classes »

La circulaire n° 2012-201 du 18 décembre 2012 précise les missions et organisation du service relatives aux postes « Plus de maîtres que de classes ».
En vertu des orientations ministérielles, les emplois non spécialisés « Plus de maîtres que de classes » sont réservés à des personnels volontaires.
Afin de favoriser la continuité et le travail d'équipe, dès lors que l'élaboration du projet fait émerger la candidature d'un membre titulaire de l'équipe enseignante, cette candidature peut alors être présentée à l'Inspectrice d'académie, Directrice académique des services de l'éducation nationale avec l'avis de l'Inspecteur de l'Education Nationale.

L'enseignant est alors nommé de droit et son poste d'adjoint libéré pour la première phase du mouvement. Il ne perd pas ses droits d'ancienneté dans l'école et si le dispositif « Plus de maîtres que de classes » n'est pas ultérieurement reconduit, l'adjoint ayant le moins d'ancienneté dans l'école subira la mesure de carte scolaire.
Néanmoins, si aucune candidature volontaire au sein de l'équipe n'est recueillie, le poste est publié au mouvement et les candidats seront reçus par une commission d'entretien. L'affectation se fait au barème. Si le dispositif « Plus de maîtres que de classes » n'est pas ultérieurement reconduit, ce serait alors l'enseignant ainsi affecté qui serait concerné.

Les candidats adresseront une lettre de candidature, par la voie hiérarchique, à la direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Oise (division de la gestion des personnels, service du mouvement).

La lettre de candidature, dont le double sera transmis à l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription d'exercice, devra comporter, un exposé des motivations du candidat.
Les candidats seront alors convoqués devant une commission départementale d'entretien. Cette commission émettra un avis sur l'aptitude à exercer les fonctions souhaitées.

G) Postes des ateliers et classes relais

Ces postes font l'objet d'un appel à candidature : les candidats sont convoqués devant une commission départementale d'entretien. La nomination intervient par délégation. Les candidats adresseront une lettre de candidature, par la voie hiérarchique, à la direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Oise (division de la gestion des personnels, service du mouvement).

La lettre de candidature, dont le double sera transmis à l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription d'exercice, devra comporter, un exposé des motivations du candidat. Les candidats seront alors convoqués devant une commission départementale d'entretien. Cette commission émettra un avis sur l'aptitude à exercer les fonctions souhaitées.

H) Délégations

Des délégations peuvent être demandées sur des postes de direction d'école et des postes relevant de l'ASH, et à titre très exceptionnel sur un autre type de poste pour des situations très particulières. Ces situations seront examinées lors de la seconde phase du mouvement et devront parvenir, par la voie hiérarchique, à la Direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Oise au plus tard le 8 juin 2015. L'examen des candidatures se fait selon l'avis de l'Inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription d'exercice (en lien le cas échéant avec l'EN ASH en fonction du type de poste) puis en fonction du barème.

II. REAFFECTATIONS PRIORITAIRES

A) Mesures de carte scolaire

Elles sont prononcées dans le cadre du mouvement général.

Les personnels faisant l'objet d'un retrait, d'une transformation de poste ou d'un transfert de poste ont droit à une réaffectation prioritaire dans le cadre du mouvement. Les instituteurs et professeurs des écoles affectés sur poste hors la classe dont l'emploi est supprimé ou dont la nature des missions ou les conditions d'exercice sont notablement modifiées sont placés dans la même situation.

Toutes ces situations individuelles sont présentées en CAPD.

1° Champs d'application du droit à réaffectation prioritaire.

Les instituteurs et professeurs des écoles adjoints nommés à titre définitif, dont l'emploi (en élémentaire, maternelle ou en enseignement spécialisé) est supprimé ou transformé, bénéficient de la mesure de carte scolaire (MCS). Cette mesure porte explicitement la mention élémentaire, maternelle ou enseignement spécialisé.

2° Détermination de l'instituteur ou du professeur des écoles adjoint touché par la mesure

La mesure s'applique en priorité aux enseignants affectés sur la catégorie de postes mentionnés ci-dessus.

Désignation de l'enseignant concerné :

L'enseignant ayant le moins d'ancienneté dans le poste devra participer au mouvement et conservera son ancienneté acquise dans l'école qu'il quitte par suppression. Si plusieurs enseignants ont la même ancienneté dans le poste, l'ancienneté générale de service les départage puis la date de naissance.
Si dans l'école un enseignant est volontaire, il pourra participer au mouvement en lieu et place de l'enseignant désigné avec l'accord écrit de ce dernier. Dans l'hypothèse où plusieurs enseignants seraient volontaires, c'est celui qui a le barème de mutation le plus élevé qui participera. L'enseignant désigné et l'enseignant volontaire adresseront donc un courrier à la direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Oise (Division de la gestion des personnels).

Cas des écoles globalisées

Quand une fermeture intervient après globalisation des effectifs de deux ou plusieurs groupes scolaires, tous les instituteurs ou professeurs des écoles nommés sur la catégorie de postes mentionnés (maternelle ou élémentaire) peuvent être volontaires pour remplacer l'enseignant désigné.

Remarque : Ces dispositions ne concernent pas les regroupements pédagogiques intercommunaux (R.P.I.).

3° Règles de réaffectation

Les instituteurs ou professeurs des écoles adjoints dont l'emploi est supprimé bénéficient d'une prime de priorité de 20 points pour tout poste d'adjoint sollicité dès lors que l'intéressé dispose des titres professionnels nécessaires.

Les demandes de participation au mouvement de ces instituteurs et professeurs des écoles sont présentées en CAPD pour avis.

Si la prime de priorité de 20 points pour tout poste d'adjoint sollicité ne permet pas à l'instituteur ou professeur des écoles adjoint d'obtenir satisfaction sur l'un de ses vœux, il conserve cette même prime uniquement pour l'année suivante.

B) Réintégration après congé parental

L'instituteur ou professeur des écoles en congé parental conserve son poste pour un seul mouvement. Si le congé se prolonge au-delà d'un deuxième mouvement, le poste est déclaré vacant. Lors de sa réintégration, l'enseignant bénéficie pour un mouvement et un seul, de la prime de priorité de, 20 points dans les mêmes conditions qu'un adjoint faisant l'objet d'un retrait d'emploi.

C) Réintégration après congé de longue durée (CLD) ou emploi sur poste adapté de courte ou longue durée (PACD – PALD)

Les instituteurs et professeurs des écoles réintégrés après un congé de longue durée ou un emploi sur poste adapté de courte ou longue durée, bénéficient pour un mouvement et un seul, d'une prime de priorité de 20 points ou plus, après avis de la CAPD.

Françoise PETREAULT